

Éditorial

Dans le climat politique actuel, il est difficile de ne pas aborder avec scepticisme les déclarations de gauche relatives à la nécessité d'une « réforme radicale » des structures de gouvernance mondiale, surtout dans un climat d'attaque systématique des modèles politico-économiques alternatifs venant de divers secteurs de l'appareil capitaliste. Dans cette collection d'essais de haute facture, Sundaram démontre que la pensée critique n'est pas un privilège des temps de crise, comme la pandémie du virus Covid-19, mais qu'elle s'invite également dans un espace plus vaste comme la perspective d'une réforme future qui va au delà de la simple relance économique. Les contributions présentées dans ce numéro sont le résultat des efforts d'un chercheur qui s'appuie sur son expertise et celle de ses collègues, afin de relever les défis posés par les circonstances mondiales actuelles. Anis Chowdhury est coauteur de la plupart des articles.

Une préoccupation profonde, solidement ancrée dans l'empathie et la compassion, habite les réflexions de Sundaram. Il réfléchit aux conditions difficiles imposées aux individus et aux communautés par le modèle capitaliste impitoyable, en particulier dans le contexte de la pandémie de Covid 19 et de ses conséquences. Selon Sundaram et ses différents co-auteurs, bien que les systèmes de plus en plus interconnectés et interdépendants puissent faciliter des réponses politiques standardisées aux crises mondiales, ces réponses sont souvent formulées au détriment des pays en développement. Dans le cas de la pandémie de Covid, l'adoption uniforme de politiques de confinement dans différentes parties du monde, malgré des conditions sociales et économiques variables et malgré la réticence de certaines nations, s'est traduite par des mesures d'aide insuffisantes pour les populations vulnérables et les entreprises en situation précaire, surtout dans le secteur dit informel. En outre, l'absence ou la portée limitée des mécanismes de protection sociale a porté un nouveau coup aux ménages déjà paralysés par les confinements. Cela montre la nature coercitive des politiques émanant du Nord global à l'égard des pays moins développés. Il s'agit d'un autre exemple, s'il en était besoin, de la tension et de la disparité irré-

conciliables entre les discours et les actes des nations du Nord dans la gestion des phénomènes globaux qui ont un impact disproportionné sur les pays du Sud.

La régulation de la conduite politique s'exerce sur deux fronts : au sein des marchés financiers, où les pays s'efforcent de sécuriser des prêts sur les marchés des capitaux, et dans les forums multilatéraux informels. Malgré un déficit flagrant de représentativité et de légitimité, ces forums (à l'image du G20 et du G7) ont progressivement assumé les rôles autrefois dévolus aux agences multilatérales traditionnelles telles que les Nations unies, qui ont vu un déclin tant en substance qu'en capacité d'autorité. Ces contraintes ne sont plus seulement conjoncturelles, elles se sont transformées en un cadre structurel dans lequel les pays, grands et petits, doivent opérer.

Pour les pays en développement en particulier, leur marge de manœuvre est limitée par des pratiques de prêt prédatrices qui perpétuent la dépendance à l'égard d'institutions financières privées et d'entités telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Les pays en développement sont également entravés par des pratiques et des réglementations internationales qui protègent les avantages économiques du Nord. Des événements récents, tels que le vote de l'ONU sur la coopération fiscale internationale, mettent en évidence l'opposition résolue du Nord, en particulier des pays de l'OCDE, aux réglementations qui promeuvent des conditions de concurrence équitables, réduisent l'évasion fiscale et favorisent l'équité économique. Cette opposition persiste alors qu'il est prouvé que 'l'amélioration de la coopération fiscale internationale pourrait réduire de manière significative les flux financiers illicites, un fléau qui prive les économies, plus particulièrement celles des pays en développement, d'un financement essentiel. Les flux illicites peuvent alimenter la criminalité et déstabiliser les sociétés, quel que soit le pays'¹.

Toutefois, le FMI et la Banque mondiale exercent une influence considérable sur les économies et les politiques économiques des pays en développement. Comme le révèle Sundaram, la Banque mondiale fait pression sur les gouvernements des pays en dévelop-

pement pour qu'ils soutiennent les investissements privés (étrangers, en particulier) par la promotion de partenariats public-privé (PPP). La Banque préconise 'd'atténuer les risques' de ces partenariats, c'est-à-dire les transférer aux gouvernements et privatiser les bénéfices. Cette 'orientation' implique la redistribution des risques des investisseurs privés aux gouvernements, les obligeant à faire face aux imprévus et à absorber les défaillances potentielles des partenaires privés. Pendant ce temps, ces gouvernements sont censés abandonner les priorités de la politique sociale et se confiner dans leur rôle de 'gardien de nuit', comme l'a décrit Thandika Mkandawire².

Sundaram fait partie d'un petit nombre de voix qui, dans le domaine de la réflexion sur le développement, plaident en faveur d'une réforme substantielle du système financier mondial afin de promouvoir le développement. À ce titre, il prend toute la mesure de l'urgence de certaines questions, dont certaines sont abordées dans le présent numéro spécial, qui traite des conséquences de la pandémie de Covid-19.

Sundaram signale l'inégalité et la difficulté de la reprise économique dans le monde en développement, attribuant les conditions économiques catastrophiques et insoutenables à l'augmentation des déficits budgétaires, au surendettement et à l'escalade de la dette extérieure dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Ses écrits explorent les possibilités et les moyens d'assurer un accès équitable à des soins de santé durables et de remédier à la reprise économique à laquelle sont confrontés les pays en développement.

S'agissant des questions brûlantes Sundaram préfère des propositions audacieuses plutôt que des réponses rapides. Il est connu pour ses positions courageuses et peu orthodoxes dans le domaine de l'économie mondiale. Dans ses positions courageuses et non conventionnelles relatives au discours sur le développement mondial, il plaide en faveur de nouvelles mesures de gestion des comptes de capitaux et d'une intermédiation financière substantielle pour contrer les effets néfastes de la financiarisation. Sundaram insiste sur la nécessité d'une plus grande responsabilité de la part des institutions financières multilatérales, y compris des entités comme la Banque mondiale et le G20. Il n'hésite pas à faire des déclarations audacieuses, en suggérant par exemple que le refus des États-Unis et de l'Union européenne de suspendre temporairement certaines dispositions spécifiques en matière de propriété intellectuelle au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour les outils liés au Covid-19

pourrait être considéré comme un motif de poursuites pour génocide devant la Cour pénale internationale. Sundaram affirme que l'application des droits de propriété intellectuelle, en particulier après l'accord de l'OMC de 1994 sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), a non seulement entraîné la pénurie de vaccins et de médicaments vitaux et en a restreint l'accès, mais qu'elle a également eu pour effet d'accroître la vulnérabilité des pays en développement. Pire encore, le refus de dérogations par les pays occidentaux et l'industrie pharmaceutique reflète la priorité donnée au profit et non à la vie, et, aux intérêts nationaux et non à la cohésion mondiale.

Dans le contexte du changement climatique et des difficultés accrues rencontrées par les pays pauvres lors de la pandémie de Covid-19, Sundaram soutient que l'échec historique de la COP26 peut être attribué directement au fait que les pays riches n'ont pas respecté leurs engagements financiers. De même, les promesses non tenues de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ont eu un impact négatif sur l'avancement des initiatives agroécologiques qui visaient à garantir la sécurité alimentaire et à favoriser le développement durable.

Dans son analyse de ces sujets mais aussi d'autres, Sundaram emploie toujours un langage sobre et concret, parfois ponctué d'affirmations percutantes, telles que la suivante : 'Tous les gouvernements doivent faire de leur mieux pour éviter que les récessions prolongées ne se transforment en dépressions prolongées.'

Notes

1. Voir la déclaration de l'UA sur la résolution A/C.2/78/L.18/Rev.1 à l'adresse <https://au.int/en/pressreleases/20231122/un-general-assembly-member-states-have-voted-majority-125-favor-adopting#:~:text=The%20resolution%20A%2FC.2,for%20Africa%20and%20the%20world>. Consulté le 29 novembre 2023.
2. Mkandawire, T. (2001). Thinking about developmental states in Africa (Réflexion sur les États développementalistes en Afrique). *Cambridge Journal of Economics*, 25(3), 289-313.

Godwin R. Murunga

Secrétaire exécutif

CODESRIA

&

Amy Niang

Administratrice principale de programme,

CODESRIA